



Autolib' et Vélib' Métropole
2 rue Jean Lantier
75001 Paris

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20170712-2017-67-DE
Date de télétransmission : 13/07/2017
Date de réception préfecture : 13/07/2017

DÉLIBÉRATION 2017 67 –

Convention-cadre de financement pour la mise en compatibilité du réseau du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole exploité par la Société Autolib' nécessaire à la réalisation du Grand Paris Express

Séance du Comité syndical du 12 juillet 2017

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'établissement public « Société du Grand Paris » (SGP) a été créé par la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 et « a pour mission principale de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation ».

Conformément à l'article 3 de la loi susmentionnée, le schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris a fait l'objet d'un débat public organisé par la Commission nationale du débat public. Le Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris a délibéré sur ce schéma et l'a adopté à l'unanimité le 26 mai 2011.

L'ensemble du programme a été segmenté en projets (tronçons) qui font l'objet chacun de déclaration d'utilité publique. La SGP assure la maîtrise d'ouvrage de certaines des lignes de ce réseau qui forment le réseau de transport public du Grand Paris (RTPGP).

Les travaux de réalisation de ce réseau sont susceptibles d'avoir un impact sur le réseau du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole exploité par la société Autolib' tant en phase de travaux qu'en phase d'exploitation.

Afin de gérer de façon efficace les interfaces entre le réseau RTPGP et celui du Syndicat exploité par la société Autolib', les trois parties conviennent de mettre en place une convention –cadre.

La présente convention cadre est donc nécessaire à la réalisation du réseau RTPGP. Elle a pour objet de définir les principes généraux d'indemnisation et de réalisation des études et travaux de mise en compatibilité du réseau entre la Société du Grand Paris et la société Autolib' ainsi que la prise en compte des éventuels impacts sur l'exploitation concédée.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante d'autoriser la Présidente à signer ladite convention.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente



Autolib' et Vélib' Métropole
2 rue Jean Lantier
75001 Paris

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20170712-2017-67-DE
Date de télétransmission : 13/07/2017
Date de réception préfecture : 13/07/2017

DÉLIBÉRATION 2017 67 –

Convention-cadre de financement pour la mise en compatibilité du réseau du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole exploité par la Société Autolib' nécessaire à la réalisation du Grand Paris Express

Séance du Comité syndical du 12 juillet 2017

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement l'article L 5211-10 ;

Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, portant création du syndicat Autolib' Métropole ;

Vu les statuts du Syndicat ;

Vu le contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques conclu le 25 février 2011 ;

Considérant la nécessité de définir par convention, les principes généraux d'indemnisation et de réalisation des études et travaux de mise en compatibilité du réseau entre la Société du Grand Paris et la société Autolib' ;

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante d'autoriser la Présidente à signer ladite convention ;

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

AUTORISE, la Présidente à signer la convention-cadre de financement pour la mise en compatibilité du réseau du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole exploité par la Société Autolib' nécessaire à la réalisation du Grand Paris Express ci-annexée ainsi que le cas échéant, les actes subséquents.



La Présidente,

Marie-Pierre de La Gontrie